

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

UNI : Paul-Marie Gondjout prône la "démocratie participative"

Yannick Franz IGOHO
Oyem/Gabon

Une récente rencontre entre le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, et la tête de file de l'Union nationale initiale (UNI), Paul-Marie Gondjout, a suscité moult interrogations et interprétations. Présent dans le Woleu-Ntem, depuis jeudi dernier, le leader de l'UNI (tant à Mitzic qu'à Oyem) n'a pas manqué de tordre le cou à la thèse d'un éventuel rapprochement politique.

"L'UNI a son rôle à jouer dans la démocratie du pays (...). Notre credo c'est le Gabon", a martelé l' élu de la commune de Lambaré. Non sans assumer sa participation à la récente Concertation politique convoquée par le président de la République, et sa récente rencontre avec ce dernier. Une rencontre qu'il place sous le sceau de la "démocratie participative". "La politique qui est la nôtre c'est la politique du rassemblement", soutient-il. À en croire la tête de file de l'UNI, l'animosité ne saurait avoir de place dans le landerneau politique. "Nous sommes des adversaires politiques, nous ne sommes pas des ennemis", a-t-il



Paul-Marie Gondjout lors de son intervention à l'étape de Mitzic.

déclaré sans ambages. Avant d'ajouter : "Je suis allé voir Ali Bongo Ondimba pour lui dire ce que je pensais des élections et lui proposer des solutions". Une allusion explicite à sa proposition relative à l'introduction d'une dose de proportionnelle dans la désignation des membres des conseils municipaux et départementaux. Une proposition présentée et défendue bec et ongles par Paul-Marie Gondjout à la dernière grand-messe politique.

Celui qui croit dur comme fer au rassemblement d'indiquer : "S'il faut avoir d'autres rencontres, j'en aurai pour le bien du Ga-

bon". L'homme qui se gargarise d'avoir une écurie politique "progressiste-réformiste" pense que l'ouverture du jeu démocratique passe entre autres par le dialogue. "(...) Nous ne pouvons pas avoir un seul parti qui gère toutes les institutions au Gabon".

Comme on pouvait s'y attendre, les élections générales à venir ont figuré en bonne place dans le discours du président de l'UNI. Ainsi, Paul-Marie Gondjout a exhorté les siens à se faire enrôler massivement sur les listes électorales, et à accomplir leur devoir civique et sécuriser leur vote le moment venu.

Révision de la liste électorale : Maganga Moussavou dénonce des fraudes...

CNB
Libreville/Gabon

ACTUALITÉ oblige, à la faveur d'une récente sortie face à la presse, Pierre-Claver Maganga Moussavou est revenu sur l'opération de révision de la liste électorale. Tout en exhortant les populations à se faire enrôler massivement sur la liste électorale, le leader du Parti social démocrate (PSD) a par ailleurs fustigé des pratiques frauduleuses, selon lui, relevées au niveau de Mouila, le chef-lieu de la province de Ngounié, au moment de ces opérations.

A en croire Pierre-Claver Maganga-Moussavou, certains acteurs politiques tenteraient d'inscrire des "sujets étrangers sur la liste électorale après établissements de faux actes naissance à ces derniers", a-t-il affirmé.

Abordant la question des terres, allusion faite aux litiges fonciers observés çà et là, à travers le Grand Libreville notamment, le social-démocrate en chef n'est pas allé par quatre chemins pour attirer l'attention des "compatriotes libanais et consorts, qui se permettent de chasser les Gabonais de leurs propres terres, au prétexte qu'ils sont détenteurs des titres fonciers qui leur ont été établis moyennant des es-



Photo : Jocelyn Abila

Le président du PSD, Pierre-Claver Maganga Moussavou, répondant aux questions des journalistes.

pèces sonnantes et trébuchantes". Et l'ancien Vice-président de la République d'ajouter : "Il faut se méfier de la réaction des Gabonais. Il faut faire attention à l'eau qui dort".

Sur ce, le président du PSD, par ailleurs candidat déclaré à la prochaine élection présidentielle, a embayé sur les actes de corruption qui gangrènent l'administration gabonaise. "Cette situation (litiges fonciers Ndr) est la conséquence des pratiques de corruption entretenues par les hauts cadres de la République. Il faut que le président de la République tape du poing sur la table, pour mettre un terme à cela", souligne Maganga Moussavou. Avant de rappeler cet adage populaire : "Celui qui porte le chimpanzé, on se moque également de lui".

La Semaine Nouveau pas significatif

Enfin le retour ! C'est la meilleure manière de débiter cette chronique, tant elle avait disparu depuis plusieurs mois. D'aucuns ont même pensé à la censure. Alors qu'il n'en est rien...

Ceci étant, il ne serait pas exagéré d'affirmer que deux faits majeurs ont marqué l'actualité de la semaine écoulée : le début de l'opération de révision de la liste électorale, et la sortie du Dr Séraphin Akure-Davain.

Toutefois, il faudra également souligner, entre autres, la descente sur le boulevard Triomphal Omar Bongo du ministre des Travaux publics (TP) et son collègue délégué, en compagnie des responsables de Socoba, la société adjudicataire du marché de réhabilitation de ladite voie ; la cérémonie de prestation de serment du nouveau Médiateur de la République ; etc.

Sur la visite des autorités des TP au boulevard Triomphal, on retiendra l'annonce de la reprise des travaux. Lesquels durent depuis plusieurs années, et ont déjà vu passer

quatre ministres. Les usagers pris par le pessimisme quant à la qualité des travaux espèrent que cette fois ils iront au moins à leur terme. Rappelons qu'il s'agit d'un tronçon de 6 kilomètres seulement !

Par rapport à la prestation de serment de celui qui jusqu'à était député du 2^e siège du département de Mougoutsi (Tchibanga), Alexis Boutamba Mbina, soulignons que sa nomination vient ainsi lever le gel de cette fonction abandonnée par Mme Laure Olga Gondjout depuis son exil en Côte d'Ivoire. D'aucuns estiment par ailleurs que cette promotion aura eu le "mérite" d'extraire Alexis Boutamba Mbina de la compétition électorale pour les législatives à venir...

S'agissant de l'opération de révision de la liste électorale, il faut dire qu'il était temps. Le sujet ayant fait couler tellement d'encre et de salive chez les acteurs politiques. Ce nouveau pas décisif dans le processus électoral ayant été effectué, il revient désormais à chacun de mobiliser

les siens pour que cette opération soit un succès.

Il faut déjà saluer la campagne de sensibilisation menée par le gouvernement à travers une stratégie de communication presque inédite. Même si certains déplorent le fait qu'elle ne se limite qu'aux grands centres urbains.

Ce ne serait pas objectif de taire les dénonciations du président du PSD, quant à l'observation déjà des cas de fraudes à Mouila. Pierre-Claver Maganga Moussavou possède sans doute des preuves...

Que dire d'autre sur la sortie du Dr Akure-Davain qui a annoncé la création de son parti "Les Démocrates libres" (LDL) ? Tout ou presque a déjà été dit. Il nous reste à lui conseiller humblement d'analyser les réactions que son initiative a suscitées sur la toile, et se faire une idée de son image actuelle dans l'opinion.